Glossaire et éléments de langage

ADEC : Actions de Développement de l'Emploi et des Compétences dans le Spectacle Vivant

Accord cadre national de développement de l'emploi et des compétences signé le 10 mars 2009 par :

- L'Etat (le Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, le Ministère de la culture et de la communication, le Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville)
- La Branche du Spectacle Vivant
- L'AFDAS
- L'ANACT
- Le CMB
- Le groupe AUDIENS

Cet accord cadre ADEC consiste en un plan d'action en faveur des salariés et des entreprises du spectacle vivant mis en œuvre sur trois ans (de 2009 à 2011), au niveau national et régional.

Ses objectifs sont les suivants :

- Améliorer la connaissance du marché du travail et renforcer le lien emploi/formation
- Optimiser les pratiques d'emploi
- Adapter et développer les compétences des salariés, et concourir à la construction des parcours professionnels
- Développer une politique de prévention pour préserver la santé et la sécurité des salariés

Déclinaison dans 13 régions : Alsace, Aquitaine, Bourgogne, Bretagne, Centre, Ile de France, Languedoc Roussillon, Lorraine, Nord Pas-de-Calais, PACA, Pays de la Loire, Poitou-Charentes, Rhône-Alpes.

Lien internet : www.cpnfsv.org/nav:adec-presentation-accord

Charte Qualité Emploi Formation Spectacle Vivant

Elle a été signée le 13 janvier 2010 par le Conseil Régional de Basse-Normandie et les partenaires régionaux de la branche professionnelle du spectacle vivant : le SYNAVI, le SYNDEAC, le PRODISS, le SYNOLYR, le SYNPASE, le SMA (au titre du collège employeur), SFA-CGT et F3C-CFDT (au titre du collège salarié) et l'AFDAS. Acteurs associés : la DRAC, le Rectorat, la DRTEFP, Pôle Emploi et l'animation régionale des missions locales/PAIO.

Axes de travail :

- Axe 1 : faciliter l'accès aux informations emploi-formation
- Axe 2 : harmoniser et coordonner les filières de formation
- Axe 3 : favoriser la réussite aux examens professionnels et la poursuite des parcours
- Axe 4 : développer et organiser l'information et la connaissance des métiers et des professions

AFDAS : Fonds d'Assurance Formation des Activités du Spectacle

L'AFDAS assure la promotion et la gestion des fonds de la formation professionnelle au bénéfice

- des intermittents du spectacle d'une part,
- des entreprises et salariés des secteurs du spectacle vivant, du cinéma, de l'audiovisuel, de la publicité et des loisirs de la distribution directe d'autre part et, à partir de janvier 2012, de la presse écrite et des agences de presse.

www.afdas.fr

ANACT : Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail

www.anact.fr

AUDIENS

Groupe de protection sociale de l'audiovisuel, de la communication, de la presse et du spectacle.

La caisse retraite AUDIENS enregistre les salariés ayant travaillé au moins une journée dans le spectacle. Ils sont enregistrés à l'adresse du siège social de l'entreprise. Ces salariés peuvent être soit permanents, soit intermittents (CDD d'usage). Les intermittents occasionnels sont comptabilisés (acteurs de complément par exemple) en tant qu'intermittents alors qu'ils ne sont pas bénéficiaires des annexes 8 et 10.

www.audiens.org

CIBC : Centres Interinstitutionnels de Bilans de Compétences

www.cibc.net

CMB : Centre Médical de la Bourse

Le SIST CMB est un service interentreprises de santé au travail qui conseille et accompagne les employeurs dans la mise en œuvre de la prévention des risques professionnels et assure le suivi de la santé au travail de leurs salariés.

Au-delà de la visite médicale individuelle, il développe des actions de prévention en milieu du travail et d'information et de sensibilisation des employeurs et des salariés aux risques professionnels.

Dans le cadre de ses missions de santé et de prévention, il assure le suivi médical d'environ 30 000 professionnels du spectacle, principalement intermittents.

Ses objectifs sont :

- d'aider à la mise en place de fiches médico-professionnelles destinées aux médecins du travail d'Île-de-France, mais également, des autres régions qui connaissent moins les spécificités des intermittents ; ces fiches s'adressent également aux préventeurs ;
- d'enrichir la réflexion nationale et régionale sur la sécurisation des parcours professionnels des intermittents.

www.cmb-sante.fr

Employeur du spectacle vivant :

Toute unité économique ayant développé des activités de spectacle vivant à titre principal ou secondaire.

Deux grandes catégories d'employeurs sont distinguées en fonction de l'activité principale de l'employeur, selon que celle-ci relève ou non de la branche professionnelle du spectacle vivant :

- **Les employeurs de la « Branche professionnelle » du spectacle vivant**

Cette catégorie regroupe les employeurs dont l'activité principale relève de la branche professionnelle du spectacle vivant et enregistré définie à partir des codes NAF (2008) suivants :

- 9001Z : « Arts du spectacle vivant »
- 9002Z : « Activités de soutien au spectacle vivant »
- 9004Z : « Gestion de salles de spectacle »

- **Les employeurs «Hors branche» qui développent une activité de spectacle vivant à titre non principal.**

Cette catégorie recouvre le champ du GUSO c'est-à-dire toute personne physique (particulier, commerçant, profession libérale...) et toute personne morale de droit privé (association, entreprise, organismes de formation, comité d'entreprise, hôtel, restaurant...) ou de droit public (collectivité territoriale, établissement public, service de l'Etat...) qui :

- n'ont pas pour activité principale ou pour objet l'exploitation de lieux de spectacles, de parcs de loisirs ou d'attraction, la production ou la diffusion de spectacles,
- emploient sous contrat à durée déterminée des artistes du spectacle (article L7121-2 du code du travail) ou des techniciens qui concourent au spectacle vivant.

Hors champ

Ne sont pas comptabilisés dans les indicateurs relatifs aux employeurs et aux salariés présentés ci-après :

- le personnel permanent (CDI et CDD) de l'Opéra de Paris et de la Comédie française qui ont leur propre régime de retraite ; leurs personnels intermittents (CDDU) sont quant à eux pris en compte ;
- le personnel permanent (CDI et CDD) de la vingtaine établissements publics qui cotisent à l'IRCANTEC et non à AUDIENS en retraite complémentaire ; leurs personnels intermittents (CDDU) sont quant à eux pris en compte ;
- le personnel technique et administratif permanent (CDI et CDD) d'une vingtaine de théâtres en régie créés depuis 1978 (il s'agit des théâtres en régie présents dans la base AUDIENS et non de l'ensemble des établissements existants) ;
- les parcs de loisirs ou d'attraction (CDI, CDD et CDDU) ;
- les entreprises de la branche audiovisuel et cinéma

Employeurs du spectacle enregistré

Cette catégorie regroupe les employeurs dont l'activité principale appartient aux codes NAF (2008) suivants :

- 5920Z : « Enregistrement sonore et édition musicale »
- 6010Z : « Édition et diffusion de programmes radio »
- 5911A : « Production de films et de programmes pour la télévision »
- 6020A : « Edition de chaînes généralistes »
- 6020B : « Edition de chaînes thématiques »
- 5911B : « Production de films institutionnels et publicitaires »
- 5911C : « Production de films pour le cinéma »
- 5912Z : « Postproduction de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision »
- 5913A : « Distribution de films cinématographiques »
- 5913B : « Edition et distribution vidéo »
- 5914Z : « Projection de films cinématographiques »

Entreprises de la branche professionnelle du spectacle vivant - Classification

- **Arts du spectacle vivant**

Cette catégorie comprend les entreprises suivantes : scènes conventionnées et centres dramatiques nationaux, compagnies artistiques, théâtres nationaux et opéras, orchestres, ensembles instrumentaux et vocaux, centres chorégraphiques, cirques, théâtres lyriques et opéras, producteurs, organisateurs, tourneurs de spectacle, festivals...

- **Activités de soutien au spectacle vivant**

Cette catégorie comprend les entreprises ayant pour activités : les prestations techniques de spectacle, l'éclairage, le son, les décors et montage de structures, la promotion culturelle et artistique, la gestion et l'assistance aux entreprises de spectacle.

- **Gestion de salles de spectacle**

Cette catégorie comprend les entreprises suivantes : les théâtres, les salles de spectacle, les cabarets.

Certification

Résultat formel d'un processus d'évaluation et de validation obtenu lorsqu'une autorité compétente établit qu'un individu possède au terme d'un apprentissage les acquis correspondant à une norme donnée.

Une certification atteste de la possession de savoirs ou de compétences obtenus par le suivi d'une formation (et sanctionnée par la réussite à des évaluations), ou par la voie de la VAE.

Les certifications sont de trois types :

- les diplômes, délivrés au nom d'un ministère
- les titres inscrits au RNCP
- les certificats de qualification professionnelle (CQP), délivrés par les branches via les CPNEF

CNCP : Commission Nationale de la Certification Professionnelle

Etabli le RNCP - Répertoire national des certifications professionnelles

www.mcp.cncp.gouv.fr

CNFPT : Centre National de la Fonction Publique

www.cnfpt.fr

Code NAF : Nomenclature des Activités Françaises

Code Insee qui permet la codification de l'APE, c'est-à-dire de l'activité principale exercée dans l'entreprise ou l'association.

COEF : Contrat d'Objectif Emploi Formation

CPNEF : Commission Paritaire Nationale Emploi Formation

Les CPNEF sont des structures d'origine conventionnelle prévues par l'accord national interprofessionnel sur la sécurité de l'emploi du 10 février 1969. De nombreuses branches professionnelles se sont dotées de telles structures.

www.cpne-fcd.org

CPNEFSV : Commission paritaire nationale emploi formation du spectacle vivant

Créée en 1993 par les partenaires sociaux, la CPNEF-SV regroupe la quasi-totalité des organisations syndicales du spectacle vivant (14 organisations d'employeurs et 5 organisations de salariés). Elle a pour mission d'étudier et de proposer les instruments propres à assurer le développement et la sécurité de l'emploi, mais aussi de promouvoir la qualification et la formation professionnelle. A ce titre elle conduit divers travaux, réalise des études, émet des avis et des recommandations, accompagne les travaux des pouvoirs publics (Etat et collectivités) et partenaires institutionnels...

Depuis 2006, la CPNEF-SV assure le pilotage de l'OPMQSV.

www.cpnefsv.org

CPNEF-AV : Commission paritaire nationale emploi formation de l'audiovisuel

Créée en juillet 2004, la CPNEF-AV a pour mission de contribuer à une meilleure visibilité sur les métiers, les formations et les entreprises. Elle intervient sur plusieurs champs dont celui de la radio, de la production et diffusion de l'audiovisuel, de la production cinématographique, des industries techniques pour le cinéma et la télévision et des journalistes travaillant directement dans l'audiovisuel.

Dans le cadre de son Observatoire Prospectif des Métiers et des Qualifications, la Commission conduit un certain nombre de travaux.

www.cpnef-av.fr et www.observatoire-av.fr

DADS : Déclarations Annuelles des Données Sociales.

Le fichier DADS de l'INSEE répertorie les établissements qui ont employé au moins un salarié au cours de l'année. Sont exclus du champ des DADS, les agents de l'Etat, les salariés des services domestiques et des activités extraterritoriales, ainsi que les entreprises sans salariés.

DEPS : Département des Études, de la Prospective et des Statistiques

Le DEPS appartient au système de la statistique publique nationale. Il est le service d'études en sociologie et économie de la culture et le service statistique ministériel, rattaché à l'Insee, du ministère de la Culture et de la Communication.

www.culture.gouv.fr/nav/index-stat.html

DIRECCTE: Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi.

Remplace la DRTEFP (Direction Régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle depuis 2010.

www.direccte.gouv.fr

Dispositifs de formation et outils de gestion des compétences

> CIF Congé individuel de formation

Permet aux salariés de suivre, à leur initiative et à titre individuel, les actions de formation de leur choix.

> Plan de formation

Il est proposé aux salariés par l'employeur.

Il vise des actions :

- d'adaptation au poste de travail,
- liées à l'évolution des emplois ou au maintien dans l'emploi des salariés,
- qui participent au développement des compétences des salariés.

> Contrat de Professionnalisation

Ce nouveau contrat de travail remplace les contrats de formation en alternance (qualification, adaptation, orientation). Il peut s'agir d'un CDD ou d'un CDI qui conjugue des séquences de formation (à l'intérieur ou à l'extérieur de l'entreprise) et d'exercice de l'activité professionnelle concernée. Il a pour objet de permettre à son bénéficiaire d'acquérir une certification ou une qualification reconnue par la branche (conventions collectives / CPNE).

> Période de Professionnalisation

Elle a pour objet de favoriser le maintien dans l'emploi de salariés sous CDI.

Elle permet à son bénéficiaire d'acquérir une certification ou une qualification reconnue par la branche (conventions collectives / CPNE), ou de participer à une action de formation dont l'objectif de professionnalisation est défini par la CPNE.

> DIF : Droit Individuel à la Formation

Le DIF est à l'initiative du salarié. Il vise les actions :

- de promotion,
- d'acquisition, d'entretien ou de perfectionnement des connaissances,
- de formation ayant pour objectif l'acquisition d'une certification reconnue par la profession (convention collective / CPNE).

> Bilan de compétences

Action permettant à un travailleur d'analyser ses compétences professionnelles et personnelles ainsi que ses aptitudes et ses motivations afin de définir un projet professionnel et, le cas échéant, un projet de formation.

> Entretien professionnel

L'entretien est réalisé par l'entreprise (tous les deux ans), et il peut déboucher sur des propositions d'action de formation professionnelle.

> Passeport formation

Identifie et certifie les connaissances, compétences et aptitudes professionnelles du salarié acquises en formation ou par l'expérience professionnelle. Cet outil est la propriété du salarié.

Formation professionnelle tout au long de la vie

La formation professionnelle tout au long de la vie constitue une obligation nationale. Elle comporte une formation initiale, comprenant notamment l'apprentissage, et des formations ultérieures, qui constituent la formation professionnelle continue, destinées aux adultes et aux jeunes déjà engagés dans la vie active ou qui s'y engagent. En outre, toute personne engagée dans la vie active est en droit de faire valider les acquis de son expérience, notamment professionnelle." Code du Travail – Partie VI - Article L.6111-1

Formation professionnelle initiale

La formation professionnelle initiale concerne les jeunes sous statut scolaire et universitaire ainsi que les apprentis.

- L'enseignement professionnel, organisé par les lycées professionnels, a pour objectif de donner à des jeunes, issus du collège, une formation professionnelle qualifiée. Il prépare en deux ans au certificat d'aptitude professionnelle (CAP), ou au brevet d'études professionnelles (BEP), et en quatre ans au baccalauréat professionnel (BAC Pro). Ces diplômes donnent une qualification dans un métier. Les filières courtes de l'enseignement supérieur à vocation professionnelle préparent, soit à un diplôme universitaire de technologie, DUT, soit à un brevet de technicien supérieur, BTS.
- L'enseignement supérieur propose également des filières longues professionnalisées (licences professionnelles, maîtrises professionnalisées, DESS, diplômes de grandes écoles).
- L'ensemble de ces diplômes peuvent être préparés dans le cadre d'un contrat de travail particulier : le contrat d'apprentissage.

> L'apprentissage a pour objectif de dispenser à des jeunes âgés de 16 à 25 ans une formation générale, théorique et pratique, pour acquérir un des diplômes qui vont du CAP/BEP (le plus souvent) jusqu'au diplôme d'ingénieur. L'apprentissage propose un enseignement en alternance : durant le contrat d'apprentissage, le jeune est apprenti, c'est-à-dire à la fois salarié d'une entreprise et élève dans un centre de formation d'apprentis (CFA), ou dans un lycée professionnel.

Formation professionnelle continue

La formation professionnelle continue a pour objet de :

- favoriser l'insertion ou la réinsertion professionnelle des travailleurs;
- de permettre leur maintien dans l'emploi;
- de favoriser le développement de leurs compétences et l'accès aux différents niveaux de la qualification professionnelle;
- de contribuer au développement économique et culturel et à leur promotion sociale.

L'Etat, les régions et les partenaires sociaux concourent à l'élaboration de la politique de formation professionnelle. Afin de favoriser la concertation entre ces différents acteurs, leurs représentants sont réunis au niveau national au sein du CNFPT tout au long de la vie. Les régions et l'Etat se partagent la responsabilité de la mise en oeuvre de la formation professionnelle continue.

- Les régions ont une compétence générale en matière d'apprentissage et de formation professionnelle. Elles élaborent leur propre politique de formation. L'Etat exerce des compétences limitativement énumérées par la loi.
- Les organisations professionnelles et syndicales participent à l'élaboration des dispositions relatives à la formation professionnelle continue, concourent à leurs mises en oeuvre et à la gestion des contributions des entreprises, collectées par les organismes paritaires créés à leur initiative.
- Les entreprises sont à la fois les lieux privilégiés de mise en oeuvre de la formation et, avec les régions et l'Etat, les principaux financeurs de la formation professionnelle continue.

Intermittence du spectacle

> **Intermittent du spectacle** : un artiste, ouvrier ou technicien qui travaille par intermittence (alternance de périodes d'emploi (CDD d'usage) et de chômage) pour des entreprises du spectacle (cinéma, télévision, théâtre ou autre spectacle vivant) et qui a le droit de bénéficier des allocations chômage suivantes des critères de nombres d'heures travaillées et de métiers exercés (annexes 8 et 10).

> **CDDU (Contrat à Durée Indéterminée d'Usage)** : il est conclu, par écrit, pour des emplois par nature temporaire (L 122-1-1 du code du travail). Il peut être signé par des entreprises qui relèvent d'un des 20 secteurs d'activité cités par le code du travail, comme les spectacles, l'audiovisuel, la production cinématographique, l'édition phonographique ou l'action culturelle. Le secteur d'activité doit correspondre à l'activité principale de l'entreprise (code NAF). L'employeur doit s'assurer que l'emploi en question est un emploi pour lequel il est «d'usage constant de ne pas recourir au contrat à durée indéterminée». Ce CDD peut être reconduit sans limitation et ne comporte pas nécessairement de terme précis.

> **Annexes 8 et 10** : les annexes 8 et 10 de la convention de l'assurance chômage établissent les règles concernant les indemnités de chômage pour les intermittents du spectacle. L'annexe 8 concerne les ouvriers et techniciens de l'édition d'enregistrement sonore, de la production cinématographique et audiovisuelle, de la radio, de la diffusion et du spectacle vivant. L'annexe 10 concerne les artistes du spectacle : comédiens, musiciens, danseurs...

Licence d'entrepreneurs du spectacle

La législation actuelle définit trois catégories de licence d'entrepreneurs de spectacles vivants :

- Licence 1 : les exploitants de lieux de spectacles aménagés pour les représentations publiques ;
- Licence 2 : les producteurs de spectacles ou entrepreneurs de tournées qui ont la responsabilité d'un spectacle et notamment celle d'employeur à l'égard du plateau artistique ;
- Licence 3 : les diffuseurs de spectacles qui ont la charge dans le cadre d'un contrat, de l'accueil du public, de la billetterie et de la sécurité des spectacles, et les entrepreneurs de tournées qui n'ont pas la responsabilité d'employeur à l'égard du plateau artistique. (ordonnance N°45.2339 du 13 oct. 1945 modifiée relative aux spectacles)

OPMQSV : Observatoire Prospectif des Métiers et des Qualifications du Spectacle Vivant

Structure permanente créée en 2005 qui a pour missions :

- d'observer les évolutions des métiers et de l'emploi,
- d'étudier la relation emploi/formation,
- de produire et de rassembler des données permettant d'anticiper les besoins en qualification et en formation professionnelles.

PAIO : Permanence d'accueil, d'information et d'orientation

Pôle emploi

Pôle emploi est un opérateur du service public de l'emploi. Il est issu de la fusion entre l'ANPE et le réseau des Assedic qui est devenue effective par la loi du 13 février 2008 relative à la réforme du service public de l'emploi. Il a pour mission d'accompagner tous les demandeurs d'emploi dans leur recherche jusqu'au placement, assurer le versement des allocations aux demandeurs indemnisés, aider les entreprises dans leurs recrutements et recouvrer les cotisations.

Sont comptabilisés tous les demandeurs d'emploi inscrits au Pôle Emploi (catégorie 1, 2, 3, 7, 8) qu'ils soient indemnisés ou non par un régime. Les intermittents indemnisés (annexe 8 et 10) sont comptabilisés parmi ces demandeurs d'emploi. Rappelons que la catégorisation dans un code ROME se fait sur déclaration du demandeur d'emploi.

www.pole-emploi.fr

Pôle emploi spectacle

Réseau spécialisé de Pôle emploi pour les professionnels de l'Audiovisuel et du Spectacle vivant.

www.pole-emploi-spectacle.fr

Pôle emploi service CNCS

ex-Groupement des Assédic de la Région Parisienne Centre National Cinéma Spectacle (regroupe le Guso et le Centre de Recouvrement).

> Centre de Recouvrement

les employeurs du secteur privé ou public du spectacle (spectacle enregistré ou entreprises dont l'objet ou l'activité principale est le spectacle), qui emploient, à durée déterminée, des intermittents du cinéma, de l'audiovisuel, de la diffusion TV, radio ou du spectacle sont tenus de s'affilier et de verser les contributions d'assurance chômage au Centre de Recouvrement d'Annecy. Le Centre de Recouvrement recouvre également les contributions des employeurs dont l'activité principale n'est pas le spectacle mais qui ont conclu un contrat de travail à durée déterminée avec un artiste pour une prestation de spectacle enregistré.

> GUSO : Guichet Unique du Spectacle Occasionnel

le Guso est réservé aux groupements d'artistes et aux organisateurs de spectacle dont l'activité principale n'est pas le spectacle qui emploient sous contrat de travail à durée déterminée des artistes ou des techniciens du spectacle qui concourent au spectacle vivant.

www.guso.fr